

Les problèmes portant sur des droits de l'enfant et la règle scolaire au Japon

HASEGAWA Ken

子供の権利と校則に関する諸問題

長谷川 憲

- I) Introduction
- II) Le point de vue du Gouvernement sur la règle scolaire
- III) L'avis relatif à l'activité politique des lycéens
- IV) Des droits de l'enfant et la règle intérieure
- V) La primauté de règle intérieure à l'égard des droits de l'enfant
- VI) L'argument de "l'école = la société partielle"
- VII) De participation d'élèves en matière de gestion et d'administration d'école
- VIII) De participation d'élèves à la politique et à la société
- IX) La direction et la coercition

I) Introduction

"Le traité relatif aux droits de l'enfant^①" définit la liberté d'expression et d'information, celle de pensée, de conscience et de religion, celle de réunion et d'association, etc., et définit que les droits civiques de l'enfant ne sont limités que par le cas spécial comme la nuisance pour les droits de l'homme de l'autrui et la sécurité publique, d'ailleurs qu'ils ne sont limités que par la

^① Adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU, le 20 novembre 1989.

Entré en vigueur, le 2 septembre 1990.

Signé par le gouvernement japonais, le 21 septembre 1990.

Approuvé par l'assemblée plénière du Sénat (la 129ème session ordinaire de la Diète), le 29 mars 1994.

Mise en dépôt la ratification par le gouvernement japonais, le 22 avril 1994.

Entré en vigueur au Japon, le 22 mai 1994.

loi. Cependant, à l'étape de préparation du projet de la ratification de ce traité et au cours de sa délibération parlementaire^② (également après la ratification faite du traité par le Gouvernement et surtout par le Ministère d'Education nationale), en matière de droits de l'enfant et d'attributions disciplinaires de la part de l'école, il a été exprimé de prendre la mesure suivant l'opinion ci-après. "L'école, s'il est nécessaire afin d'atteindre le but d'éducation, peut fixer une certaine discipline même cela n'est pas basé sur le fondement concret de la loi. Et suivant ce dernier on peut limiter les droits de l'étudiant, ceux de l'élève et ceux de l'enfant y compris la liberté constitutionnelle et les droits de l'homme." Ce point de vue est influencé par l'argument de la prétendue "société partielle" et l'école y est comprise et considérée comme "la société partielle et spéciale", et le problème est de mettre des élèves, etc., dans l'école dehors de la garantie des droits de l'homme fondamentaux garantis par la Constitution Japonaise de 1946. C'est la raison pour laquelle n'est pas reconnue l'idée de "la société partielle et spéciale".

② Délibération de la Diète : (Première fois : Avorté)

Demandé l'approbation à l'Assemblée nationale, le 13 mars 1992 (la 123ème session ordinaire de la Diète : le 24 janvier ~ le 21 juin 1992).

Discussion de la question a été remise à la prochaine session (la 124ème session extraordinaire de la Diète : le 7 août ~ le 11 août 1992).

Discussion de la question a été remise à la prochaine session (la 125ème session extraordinaire de la Diète : le 30 octobre ~ le 10 décembre 1992).

Renvoyé à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 22 janvier 1993 (la 126ème session ordinaire de la Diète : le 22 janvier ~ le 18 juin 1993).

Exposé le traité à l'assemblée plénière de l'Assemblée nationale, le 22 avril 1993 (la 126ème session ordinaire de la Diète).

Approuvée par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 26 mai 1993 (la 126ème session ordinaire de la Diète).

Approuvée par l'assemblée plénière de l'Assemblée nationale, le 26 mai 1993 (la 126ème session ordinaire de la Diète).

Exposé du traité à l'assemblée plénière du Sénat, le 28 mai 1993 (la 126ème session ordinaire de la Diète).

Renvoyé à la commission des affaires étrangères du Sénat, le 28 mai 1993 (la 126ème session ordinaire de la Diète).

Avorté l'approbation au Sénat (la 126ème session ordinaire de la Diète).

(Deuxième fois : Approuvé)

Demandé l'approbation à l'Assemblée nationale, le 26 novembre 1993 (la 128ème session extraordinaire de la Diète : le 17 septembre 1993 ~ le 29 janvier 1994).

Discussion de la question a été remise à la prochaine session (la 128ème session extraordinaire de la Diète).

Renvoyé à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 31 janvier 1994 (la 129ème session ordinaire de la Diète : le 31 janvier ~ le 29 juin 1993).

Approuvée par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 4 mars 1994 (la 129ème session ordinaire de la Diète).

Approuvée par l'assemblée plénière de l'Assemblée nationale, le 7 mars 1994 (la 129ème session ordinaire de la Diète).

Renvoyé à la commission des affaires étrangères du Sénat, le 7 mars 1994 (la 129ème session ordinaire de la Diète).

Approuvée par la commission des affaires étrangère du Sénat, le 29 mars 1994 (la 129ème session ordinaire de la Diète).

Approuvée par l'assemblée plénière du Sénat, le 29 mars 1994 (la 129ème session ordinaire de la Diète).

II) Le point de vue du Gouvernement sur la règle scolaire^③

Il s'est exprimé ci-après ; “ En matière du fondement juridique de la règle scolaire, (...) d'établir l'éducation afin d'accomplir la personnalité, dans l'école en tant que l'organisation ayant le but ci-dessus le directeur fixe une certaine règle et discipline des enfants. C'est le fait qui a été bien des fois reconnu par la jurisprudence de la Cour Suprême et par les jugements des tribunaux départementaux. (...) jadis des savants ont interprété par les mots comme soi disant la Relation Spéciale de Puissance publique, la Relation Générale de Puissance publique, etc. La jurisprudence n'utilise pas cette sorte des mots et des termes, mais il est possible d'imposer des enfants que telle relation spéciale entre des enfants et l'école peut fixer une certaine règle sans avoir le fondement juridique concret et on peut l'imposer aux enfants dans la limite d'être rationnel. Suivant cette sorte des arrêts et des jugements, et de la jurisprudence, nous pensons que la règle scolaire peut être fixé par le directeur comme ses attributions suivant l'article 28 de la *Loi relative à l'éducation scolaire*^④ stipulant “l'administration d'école et la direction du personnel lui appartenant”.”

III) L'avis relatif à l'activité politique des lycéens

“Nous pensons que les mêmes droits que les dispositions du traité que monsieur le représentant a citées tout à l'heure ne sont pas également garanties par la Constitution de notre pays en vigueur, cependant sous l'angle d'éduquer des enfants et des élèves peu développés physiquement et psychologiquement, cette sorte de contrainte, de surveillance et de régulation seront possibles dans la mesure rationnelle, et nous pensons même à présent que le raisonnement juridique mis à part cette direction pour des enfants en étape peu développés physiquement et psychologiquement semble d'une façon fondamentale celle de tout à fait adéquat.”

IV) Les droits de l'enfant et la règle intérieure

“De l'article 13 à l'article 15 de ce traité garantissent la liberté d'expression, celle de conscience, etc., à l'égard des enfants, et ils fixent que la contrainte fixée par la loi est seulement imposée à l'égard de ces dernières. Celui-ci veut dire que ledit traité tient compte de la relation entre l'Etat et la nation, et il a été réglementé dans cette sorte de relation que l'imposition d'une certaine contrainte doit être fixée par la loi. Il ne se peut pas interpréter que l'établissement ayant le but spécial comme des écoles, etc., fixe la règle intérieure y compris la règle scolaire dans la

^③ Délibéré sous le ministère MIYAZAWA Kiichi (le 5 novembre 1991 ~ le 9 août 1993) et avorté. Et encore une fois délibéré sous le ministère HOSOKAWA Morihiro (le 9 août 1993 ~ le 28 avril 1994) et approuvé.

^④ Loi numéro 26 du 31 mars 1947.

mesure nécessaire afin d'atteindre ce but et une certaine contrainte est prohibée à l'égard des droits fixés dans ce traité par le biais de l'imposition de cette sorte de règle intérieure. En outre, en matière de règle intérieure scolaire comme la règle scolaire, etc., sa présence est naturellement reconnue comme prémisses dans l'article 28-2 dans ce traité. (...) dans la situation des pays étrangers également, en matière de droits de l'homme d'enfants en étape d'en cours du développement physiquement et psychologiquement, sous l'angle éducationnel en école dans une certaine mesure rationnelle la pratique de direction est possible, nous comprenons que l'élaboration de la règle scolaire est grandement reconnue, (...) en ce qui concerne la question sur ce point, il se peut qu'il y ait d'une façon fondamentale le point commun entre la position de notre pays et celle des autres pays étrangers." "La liberté d'idée et de conscience figurée à l'article 14 du traité est déjà prescrité dans les statuts des droits de l'homme internationaux et la Constitution, et nous interprétons que cela veut dire qu'en général dans son for intérieur il ne permet pas que l'Etat le limite ou le prohibe. Dans notre pays, selon la coutume depuis longtemps, la compréhension comme *Hinomaru* est le drapeau national et *Kimigayo* est l'hymne national est largement établi entre la nation. En matière d'éducation scolaire, des enfants et des élèves comprennent le sens du drapeau national et de l'hymne national et afin d'élever solidement les sentiments et le comportement de respecter ce dernier, est pratiquée l'orientation de hisser le drapeau national et de chanter à l'unisson l'hymne à la fin et à l'entrée de la cérémonie d'école, etc., suivant le Manuel de l'orientation d'étude. La direction fondée sur ce dernier, sous l'angle d'enfants et des élèves étant en mesure de penser d'une façon étendue aux choses à l'avenir, est pratiquée pour apprendre le contenu fondamental et nécessaire en tant que la nation, et elle ne veut pas contraindre à l'idée et à la croyance des enfants et des élèves, nous pensons par conséquent qu'elle n'est pas contraire à l'article 14 de ce traité."

V) La primauté de règle intérieure à l'égard des droits de l'enfant

"Nous comprenons que les dispositions de l'article 12 à l'article 15, lors de l'adoption du manuel scolaire, ne requièrent pas l'écoute d'avis d'enfants. Nous comprenons en outre que ces dispositions ne prohibent pas que l'établissement ayant le but spécial d'écoles, etc., fixe la règle intérieure comme la règle scolaire dans la mesure nécessaire afin d'atteindre son but et qu'une certaine contrainte est imposée à l'égard des droits fixés au traité. Nous pensons que dans le cas où se présenterait donc dans l'école la nécessité d'atteindre son but éducationnel, lorsque l'activité politique d'enfant est limitée, cela n'est pas contraire au traité." Et "en matière de la question sur la relation entre l'école et des "enfants et élèves", dans la mesure rationnelle nécessaire afin d'atteindre le but éducationnel d'école, chaque école donne des instructions et des directions à l'égard des enfants et des élèves, et impose si nécessaire la mesure de sanction, etc. En ce qui concerne la question sur ce point, nous pensons que la ratification de ce traité ne pose aucune modification. (...) en ce qui concerne la question sur l'adoption du manuel scolaire, etc., n'est pas

prise la procédure administrative, etc., destinée directement à chaque enfant, et nous comprenons qu'elle n'est pas d'article pouvant être l'objet des droits exprimés par l'opinion fixé à ce traité. En outre, en matière de liberté d'expression, de réunion et d'association, nous pensons qu'elles sont déjà garanties à l'égard des enfants et des élèves par les dispositions de la Constitution Japonaise de 1946 et les statuts des droits de l'homme internationaux et que ce traité porte le même sens que ces derniers. Dans la Constitution Japonaise, etc., l'école peut imposer la direction par le biais de contrainte en matière de ces droits dans la mesure rationnelle et nécessaire afin d'atteindre le but éducationnel, et nous pensons qu'en matière d'activité politique d'enfants et d'élèves en cours de développement physique et psychologique, ce que l'école impose une certaine contrainte n'est pas contraire à ce traité."

VI) L'argument de "l'école = la société partielle"

Le Gouvernement japonais, lors de la délibération du projet relatif à la ratification du traité des droits de l'enfant à l'Assemblée nationale, adopte l'argument de "l'école = la société partielle". Il considère que la relation entre l'école et des enfants se fonde sur la même base que "la théorie de Relation Spéciale de Puissance publique". Cependant, sans avoir le fondement juridique et concret et en ajoutant la condition comme "dans la mesure rationnelle", en matière de droits de l'enfants fondés sur la disposition de la Constitution et du traité, il pense qu'il se peut l'imposer à l'égard des enfants. En outre, au-delà de "la mesure rationnelle", y compris l'interprétation élargie voire "la mesure nécessaire", le critère du jugement juridique de "la mesure rationnelle" et de "la mesure nécessaire" n'est pas mentionné d'une façon objective et explicite, il se peut par conséquent que cela soit un cas de nier l'Etat de droit s'il appartient au pouvoir discrétionnaire de directeur d'école. En particulier, on peut constater, dans l'expression de "le raisonnement juridique mis à part", que l'argument de "l'école = la société partielle" est celui qui n'a pas de fondement juridique. En outre, la fonction de la loi en matière de restriction et de garantie des droits de l'enfant est considérée essentiellement différente entre à l'égard d' "enfants en relation avec l'école" et d' "(enfants comme) la nation en relation avec l'Etat", et il se semble possible de penser qu'est suivie la logique de jurisprudence sur la théorie de la Relation Spéciale de Puissance publique et sur l'argument de "la société partielle". Cependant, en matière d'interprétation des dispositions sur la garantie des droits de l'enfant de l'article 13 à l'article 15 du traité, le fondement de devoir raisonner d'une façon limitée en tenant compte de "la relation entre l'Etat et la nation" n'est pas mentionné.

VII) De participation d'élèves en matière de gestion et d'administration d'école

En matière de restriction des droits de l'enfant par la règle scolaire, on s'est expliqué sur ce qu'elle demeure presque au même niveau entre la restriction de notre pays et celle des autres

pays étrangers. Cependant, aux pays, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Canada, et la plupart de pays, Europe Ouest, Europe septentrionale, Europe méridionale, il est l'habitude de faire participer des enfants et des parents assistant et représentant de ces derniers à la gestion et à l'administration, y compris l'élaboration de la règle intérieure dans l'école. "Le programme d'actions pour exécuter la déclaration mondiale relative à l'existence, à la protection et au développement d'enfants en les années 1990" a été adopté le 30 septembre 1990 par "Le sommet mondial d'enfants" auquel le Premier Ministre KAIFU Toshiki^⑤ a participé, auquel il déclare explicitement que le traité des droits de l'enfant "y compris la participation suffisante aux efforts nécessaires, sociales, culturelles, éducationnelles, etc., en vue d'accroissement et du bien être d'enfants, (...) fixe la norme juridique universelle." En outre, "la ligne de l'orientation adoptée par les Nations Unis (ligne de l'orientation Riad) en matière de prévention d'inconduite des jeunes" adopté à l'assemblée générale des Nations-Unis en automne 1990 définit également que "la jeunesse n'est pas traitée comme simple objet au cours d'éducation, mais des participants pouvant apporter l'efficacité et le dynamisme" et "lors d'élaboration de ligne de la direction et de décision de volonté d'école, il faut la participation des représentants d'élèves." Selon la tendance au régime démocratique mondiale, est naturellement le droit la participation des élèves et de leurs parents à la gestion et à l'administration d'école. C'est dire qu'est tenu d'être reconnue la participation des élèves et de leurs parents à la gestion et à l'administration d'école afin de synthétiquement ajuster à l'intérieur d'école des droits à protéger à l'égard de chaque membre d'école en tant que des citoyens en société.

VIII) De participation d'élèves à la politique et à la société

L'avis de Ministère de l'éducation relatif à l'activité politique des lycéens taxe à peu près tout "acte politique" des lycéens étant peu valable au point de vue l'éducation sans distinction à l'extérieur ou à l'intérieur d'école ni après le cours ou ni le congé et il donne l'instruction de couper entre des lycéens et ces derniers. Il est plutôt peu d'affaires aujourd'hui n'étant pas "politiques" dans un sens stricte en matière de demandes et de droits d'enfants comme des conditions d'éducatrices et la pollution alimentaire, des problèmes de consommateurs, les environnements naturels et la protection d'environnement de terre, le problème Nord-Sud, la solution du problème du peuple, la paix et l'abandon complet d'arme nucléaire, etc. L'humanité et l'adulte, les questions que le Japon est en face ont besoins de la participation des enfants et de la jeunesse allant développer vers le sujet pouvant se conduire avec la culture très développée. En vue d'élever "la culture politique nécessaire comme citoyen de bon sens" selon l'article 8 de la loi fondamentale d'éducation, ce que des lycéens abordent positivement ces problèmes, même il faut une certaine limitation issue de la loi en fonction d'affaire et d'éventualité, ne doit pas être totalement nié, et il est tenu d'être encouragé en fonction du degré du développement. Selon l'interprétation de

^⑤ Ministère KAIFU : Nommé au Premier Ministre au 9 août 1989. Donné sa démission au 5 novembre 1991.

l'argument "l'école = la société partielle et spéciale", la norme appropriée en question n'est pas mentionnée, et le résultat est qu'il faut craindre la demande et l'éclatement de conduite d'enfants et de jeunesse ne pouvant pas être contrôlés comme sa réaction en raison de répression de possibilité d'enfants et de jeunesse par directeurs d'école pour la plupart conservateurs.

Ⅸ) La direction et la coercition

Au nom de "la direction", il se peut que des élèves doivent accepter obligatoirement la formation "des sentiments et des attitudes". Tant que cette sorte de logique est reçue, au moins dans des écoles, la garantie de liberté d'idée et de conscience d'enfants devient presque inutile. Il a été évoqué en outre que la pénalité est imposée à l'égard de la personne ne se soumettant pas à telle "direction". C'est justement l'éducation gestionnaire soi-même. C'est ainsi qu'il a été démontré que l'argument de "L'école = la société extra-juridiction" est dans notre pays l'origine de mal d'éducation gestionnaire.

(HASEGAWA Ken, Professeur de droit constitutionnel, Département de l'éducation générale)

*Cet ouvrage est achevé sous le patronage de l'Université Kogakuin et la Japan Society for the Promotion of Science.

(はせがわ けん 本学教授)